

F. 83 — 94

Arrêté royal n° 154 relatif à l'adaptation du montant des subventions de fonctionnement visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'historique peut être résumé ainsi. L'article 32, § 3, est rédigé comme suit :

* § 3. Les montants visés au § 2 sont majorés ou diminués :

a) pour moitié, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation dans les conditions fixées par la loi organisant le régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, les montants ci-dessus sont liés à l'indice moyen du prix pour 1972 (L. 17 janvier 1974);

b) pour l'autre moitié, en fonction de l'évolution des gains horaires bruts par heure, tels qu'ils sont établis par la Banque Nationale de Belgique, dans les conditions fixées par arrêté royal, les taux ci-dessus sont liés à l'indice moyen de l'année 1972.

Dans le cadre des mesures d'économie et à partir de l'année scolaire 1975-1976, la loi avait toutefois été modifiée pour l'année courante afin de freiner la croissance prévisible.

Voici les modifications apportées à la loi du Pacte scolaire pour les années scolaires successives :

Pour l'année scolaire 1975-1976 :

Une adaptation limitée à : 11 p.c. pour l'enseignement préscolaire, l'enseignement primaire et l'enseignement spécial et jusqu'à 5,5 p.c. pour les autres niveaux d'enseignement.

Pour l'année scolaire 1977-1978 :

Une adaptation limitée à : 6,5 p.c. pour les enseignements préscolaire, primaire et spécial et jusqu'à 5 p.c. pour les autres formes d'enseignement et les autres niveaux d'enseignement.

Pour les années scolaires 1976-1977, 1978-1979, 1979-1980 :

Une adaptation des montants de base pour les 2/3 en fonction de l'indice des prix à la consommation et pour 1/3 en fonction de l'évolution de l'indice des salaires, tel qu'il est publié par la Banque Nationale de Belgique.

Pour l'année scolaire 1980-1981 :

L'adaptation des montants de base est limitée à la même indexation 2/3-1/3 à l'intérieur du volume obtenu grâce à cette indexation qui « accorde une croissance substantielle aux subsides de fonctionnement pour l'enseignement fondamental qui est compensée par un ralentissement de la hausse des subsides de fonctionnement pour l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur » (voir la note du 11 mai 1981 à la commission du Pacte scolaire)

Par conséquent, l'augmentation des montants pour l'année scolaire 1980-1981 est fixée à 14,68 p.c. pour l'enseignement préscolaire à 12,68 p.c. pour l'enseignement primaire et à 6,68 p.c. pour les autres formes et les autres niveaux d'enseignement (art. 50 de la loi-programme du 2 juillet 1981).

Pour l'année scolaire 1981-1982 :

Remplacement de l'indexation légalement prévue de 50/50 par une indexation de 2/3-1/3 avec une limitation de 5,9 p.c.

Cette indexation est appliquée de façon linéaire aux montants « redistribués » pour l'année scolaire 1980-1981.

Afin d'éviter des difficultés dans l'enseignement préscolaire et primaire, difficultés dues à une hausse limitée, l'obligation de consacrer 33 p.c. des subventions de fonctionnement aux salai-

N. 83 — 94

Koninklijk besluit nr. 154 betreffende de aanpassing van het bedrag van de werkingstoelagen bedoeld in artikel 32 van de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De mistoriek kan als volgt worden samengevat. Artikel 32, § 3, luidt als volgt :

* § 3. De in § 2 bedoelde bedragen worden vermeerderd of verminderd :

a) voor de helft overeenkomstig de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, onder de voorwaarden vastgesteld door de wet die de koppelingsregeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen organiseert; bovenstaande bedragen zijn aan het gemiddeld spilindexcijfer voor 1972 gekoppeld (W. 17 januari 1974);

b) voor de andere helft overeenkomstig de evolutie van de brutolonen, zoals zij door de Nationale Bank van België worden vastgesteld, onder de door een koninklijk besluit bepaalde voorwaarden; bovenstaande bedragen zijn aan de gemiddelde index voor 1972 gekoppeld.

In het raam van de bezuinigingsmaatregelen en met ingang van het schooljaar 1975-1976 werd de wet evenwel gewijzigd voor het lopend jaar, ten einde de voorzienbare aangroei af te remmen.

Hierna volgen de wijzigingen aangebracht aan de schoolpactwet voor de opeenvolgende schooljaren :

Voor het schooljaar 1975-1976 :

Een aanpassing beperkt tot : 11 pct. voor het kleuter-, lager en buitengewoon onderwijs en tot 5,5 pct. voor de andere onderwijsvormen en niveaus.

Voor het schooljaar 1977-1978 :

Een aanpassing beperkt tot : 6,5 pct. voor het kleuter-, lager en buitengewoon onderwijs en tot 5 pct. voor de andere onderwijsvormen en -niveaus.

Voor de schooljaren 1976-1977, 1978-1979, 1979-1980 :

Een aanpassing van de basisbedragen voor 2/3 overeenkomstig het indexcijfer van de consumptieprijzen en voor 1/3 overeenkomstig de evolutie van de loonindex zoals die door de Nationale Bank wordt gepubliceerd.

Voor het schooljaar 1980-1981 :

Wordt de aanpassing van de basisbedragen beperkt tot dezelfde 2/3-1/3 indexatie, doch binnen het volume, verkregen door deze indexatie wordt « een aanzienlijke stijging van de werkingstoelagen voor het basisonderwijs toegestaan, die gecompenseerd (wordt) door een verminderde stijging van de werkingstoelagen voor het secundair en hoger onderwijs » (nota d.d. 11 mei 1981 aan de Schoolpactcommissie);

De vermeerdering van de bedragen voor het schooljaar 1980-1981 wordt derhalve vastgesteld op 14,68 pct. voor het voorschools onderwijs, op 12,68 pct. voor het lager onderwijs en op 6,68 pct. voor de andere onderwijsvormen en -niveaus (art. 50 programmwet van 2 juli 1981).

Voor het schooljaar 1981-1982 :

Vervanging van de wettelijk voorziene 50/50 indexering door een aanpassing van de basisbedragen tot de 2/3-1/3 indexatie met een beperking tot 5,9 pct.

Deze indexering wordt lineair toegepast op de « herverdeelde » bedragen van het schooljaar 1980-1981.

Ter einde anderzijds in het kleuter- en lager onderwijs de moeilijkheden op te vangen, veroorzaakt door de beperkte stijging, wordt de verplichting 33 pct. van de werkingstoelagen te

res pour le personnel de maîtrise, ouvrier et de service, est ramenée à 20 p.c. comme c'est le cas pour les enseignements secondaire et supérieur.

Proposition pour l'année scolaire 1982-1983 :

L'application de l'indexation légalement prévue de 50/50 des montants de base provoquerait une augmentation des crédits de l'ordre de 17 p.c. Par la limitation des moyens budgétaires, l'augmentation des crédits pour les allocations de fonctionnement est limitée à 8,43 p.c.

Constatant qu'il y a un déséquilibre important entre les montants accordés à l'enseignement fondamental et les montants accordés aux autres niveaux de l'enseignement, il est proposé, tout comme pour l'année 1980-1981, une répartition en faveur de l'enseignement fondamental.

Par rapport aux montants fixés pour l'année scolaire 1981-1982 :

1. Une augmentation de 6,43 p.c. pour l'enseignement de plein exercice :

— l'enseignement secondaire général et le groupe A de l'enseignement technique et professionnel secondaire du type II, à l'exception de l'informatique;

— le premier degré et le groupe A de l'enseignement du type I, à l'exception de l'informatique;

— l'enseignement secondaire spécial;

— le groupe A de l'enseignement supérieur de type court et de type long, à l'exception de l'informatique.

2. Une augmentation de 8,43 p.c. pour le reste de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur de type court et de type long.

3. Une augmentation de 11 p.c. pour l'enseignement ordinaire, préscolaire et fondamental et l'enseignement spécial préscolaire et fondamental; ce pourcentage résulte du taux de croissance moins élevé mentionné sub 1 et de l'enveloppe globale disponible.

Il a été tenu compte des observations formulées par le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

M. TROMONT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 20 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 154 « relatif à l'adaptation du montant des subventions de fonctionnement visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement », a donné le 21 décembre 1982 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations qui suivent.

Le projet a pour objet de déterminer à raison de quel pourcentage les subventions de fonctionnement pour chacune des différentes formes d'enseignement visées à l'article 1er de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont augmentées pour l'année scolaire 1982-1983 par rapport aux montants qui ont été liquidés en application de l'arrêté royal n° 47 du 10 juin 1982 pour l'année scolaire 1981-1982.

Selon le rapport au Roi, le projet vise à redistribuer le montant global disponible pour financer le fonctionnement des établissements d'enseignement en faveur de l'enseignement fondamental qui, lors de la répartition précédents, s'était vu accorder des sommes proportionnellement moins élevées que celles dont ont bénéficié les autres niveaux d'enseignement.

besteden aan lonen voor het meesters-, vak- en dienstpersoneel teruggebracht op 20 pct. zoals dit geldt voor het secundair en hoger onderwijs.

Voorstel voor het schooljaar 1982-1983 :

De toepassing van de wettelijke voorziene 50/50-indexering van de basisbedragen zou een globale kredietaan groei van ongeveer 17 pct. meebrengen. Door de beperking van de budgettaire middelen is er slechts een stijging van 8,43 pct. mogelijk voor de kredieten voor werkingstoelagen.

Uitgaande van de vaststelling dat er een sterk onevenwicht is tussen de bedragen die aan het basisonderwijs worden toegerekend en de bedragen voor de andere niveaus wordt analoog met de regeling voor 1980-1981 voorgesteld een herverdeling door te voeren ten gunste van het basisonderwijs.

Ten opzichte van de bedragen vastgesteld voor het schooljaar 1981-1982 :

1. Stijging met 6,43 pct. wat betreft het onderwijs met volledig leerplan :

— het algemeen secundair onderwijs en de groep A van het technisch en beroepssecundair onderwijs van het type II met uitzondering van de informatieverwerking;

— de eerste graad en de groep A van het onderwijs van het type I met uitzondering van de informatieverwerking;

— het buitengewoon secundair onderwijs;

— de groep A van het hoger onderwijs van het korte en het lange type met uitzondering van de informatieverwerking.

2. Stijging met 8,43 pct. wat betreft het resterend gedeelte van het secundair onderwijs en van het hoger onderwijs van het korte en het lange type;

3. Stijging met 11 pct. wat betreft het gewoon kleuter- en lager onderwijs en het buitengewoon kleur- en lager onderwijs; dit percentage resulteert uit de kleinere stijging bedoeld sub 1 en de globaal beschikbare massa.

Er werd rekening gehouden met de door de Raad van State geformuleerde opmerkingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

M. TROMONT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 154 « betreffende de aanpassing van het bedrag van de werkingstoelagen bedoeld in artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving », heeft de 21e december 1982 het volgend advies gegeven :

Gelet op de opgelegde korte termijn moet het advies worden beperkt tot de hierna volgende opmerkingen.

Het ontwerp strekt ertoe vast te stellen met hoeveel procent in vergelijking met de bedragen die met toepassing van het koninklijk besluit nr. 47 van 10 juni 1982 voor het schooljaar 1981-1982 werden uitgekeerd, de werkingstoelagen voor de onderscheiden vormen van onderwijs bedoeld in artikel 1 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving voor het schooljaar 1982-1983 worden vermeerderd.

Volgens het verslag aan de Koning beoogt het ontwerp een herverdeling van het globaal bedrag dat beschikbaar is voor de financiering van de werking van de onderwijsinstellingen, ten gunste van het basisonderwijs waaraan bij de voorgaande verdeling in verhouding minder werd toegekend dan aan de andere onderwijsniveaus.

Le préambule invoque comme fondement légal de la réglementation en projet l'article 1er, 5°, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, aux termes duquel le Chef de l'Etat peut, dans les limites définies dans cette loi, prendre par arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres toutes les mesures utiles en vue de maîtriser et de limiter les dépenses publiques.

Le rapport au Roi ne précise pas autrement de quelle manière la mesure proposée pourra contribuer à la maîtrise et à la limitation des dépenses publiques. D'autre part, il ne se déduit pas de la nature même de cette mesure qu'elle entraînera des économies.

Le Conseil d'Etat n'est dès lors pas en mesure de déterminer si la réglementation en projet peut s'inscrire dans le cadre de la disposition de l'article 1er, 5°, de la loi du 2 février 1982 précitée et si donc le Gouvernement peut recourir en la matière aux pouvoirs spéciaux que cet article attribue au Roi.

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;
Gh. Tacq; J. Borret, conseillers d'Etat;
L. Van den Abeele, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. H. Verhulst, auditeur.

Le greffier,
L. Van den Abeele.

Le président,
H. Adriaens.

30 DECEMBRE 1982. — Arrêté royal n° 154 relatif à l'adaptation du montant des subventions de fonctionnement visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 5°;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'augmentation des montants pour les subventions de fonctionnement pour l'année scolaire 1982-1983 est fixée par comparaison aux montants déterminés pour l'année scolaire 1981-1982 à :

— 11 p.c. pour l'enseignement ordinaire préscolaire et fondamental et l'enseignement spécial préscolaire et fondamental;

— 6,43 p.c. pour l'enseignement de plein exercice en ce qui concerne l'enseignement secondaire général et le groupe A de l'enseignement technique et professionnel secondaire du type II à l'exception de l'informatique, le premier degré et le groupe A de l'enseignement du type I à l'exception de l'informatique, l'enseignement spécial secondaire, le groupe A de l'enseignement supérieur de type court et de type long à l'exception de l'informatique;

— 8,43 p.c. pour les autres formes et niveaux d'enseignement.

Art. 2. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
M. TROMONT

In de aanhef van het ontwerp is als rechtsgrond voor de ontworpen regeling aangegeven artikel 1, 5°, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, naar luid waarvan het Staatshoofd, binnen de grenzen bepaald in die wet, bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen kan nemen ten einde de openbare uitgaven te beheersen en te beperken.

In het verslag aan de Koning is niet nader uiteengezet op welke wijze de voorgestelde maatregel kan bijdragen tot het beheersen en beperken van de openbare uitgaven. Anderdeels is uit de aard zelf van de maatregel niet af te leiden dat deze een besparings-effect zal hebben.

Voor de Raad van State is het dan ook niet mogelijk om uit te maken of de ontworpen regeling kan worden ingepast in het bepaalde van artikel 1, 5°, van voornoemde wet van 2 februari 1982 en of de Regering terzake derhalve een beroep kan doen op de bijzondere machten die dat artikel aan de Koning toekent.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;
Gh. Tacq; J. Borret, raatsraden;
L. Van den Abeele, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer H. Verhulst, auditeur.

De griffier,
L. Van den Abeele.

De voorzitter,
H. Adriaens.

30 DECEMBER 1982. — Koninklijk besluit nr. 154 betreffende de aanpassing van het bedrag van de werkingstoelagen bedoeld in artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid artikel 1, 5°;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In afwijking van art. 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt de vermeerdering van de bedragen van de werkingstoelagen voor het schooljaar 1982-1983, in vergelijking met de bedragen, bepaald voor het schooljaar 1981-1982, vastgesteld op :

— 11 pct. voor het gewoon kleuter- en lager onderwijs en het buitengewoon kleuter- en lager onderwijs;

— 6,43 pct. voor het onderwijs met volledig leerplan wat betreft het algemeen secundair onderwijs en de groep A van het technisch en beroepssecundair onderwijs van het type II met uitzondering van de informatieverwerking, de eerste graad en de groep A van het onderwijs van het type I met uitzondering van de informatieverwerking, het buitengewoon secundair onderwijs, de groep A van het hoger onderwijs van het korte en het lange type met uitzondering van de informatieverwerking;

— 8,43 pct. voor de andere onderwijsvormen en niveaus.

Art. 2. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
M. TROMONT